

Refonder le lien social sur l'amitié politique

Déclaration d'intention d'Amitié Politique : fonds de recherche pour une nouvelle pensée politique. Printemps 2016

La société politique française est au bout du rouleau. Non pas la classe politique qui n'en forme que l'écume et trouve toujours le moyen de perdurer dans son existence et ses œuvres ; mais la société elle-même en ce qui fait vivre ensemble ceux qui la composent et en ce qui leur donne une vraie raison de vivre ensemble, ici et maintenant.

L'extinction des Lumières

Depuis deux siècles et demi, la France a tout essayé : tous les régimes et tous les palliatifs, toutes les révolutions et toutes les restaurations, toutes les philosophies et tous les discours. Elle n'en peut plus, tourne sur elle-même dans le vide et semble chaque jour plus près de l'effondrement. Droite ou gauche, tous les gouvernements finissent par faire la même chose, contre le vœu de ceux qui les ont élus et qui voulaient une « rupture » ; mais sans savoir avec quoi rompre, ni pour quoi faire. Seule compte la conquête du pouvoir, puis sa conservation à tout prix. Ils y parviennent d'ailleurs, tandis que monte, année après année, le sourd grondement de ceux dont la voix ne compte plus parce qu'ils ont été mis ou qu'ils se sont mis hors-jeu, dont la protestation ne sert à rien, et qui le savent jusqu'à désespérer de tout.

Nous avons cru sincèrement que nous vivions ensemble aux termes d'un contrat social qui nous unirait tous directement et sans intermédiaire sur des principes autour d'un État qui serait notre émanation directe. Nous avons cru à l'absolu indépassable des droits de l'homme et au mythe de l'État de droit comme ultime raison politique. Nous avons même fini, en pratique, par remettre tous les pouvoirs à cet État, dans tous les domaines, et par lui permettre de les exercer de façon souveraine et absolue jusqu'à régir, au nom des mêmes droits, tous les aspects de la société au motif qu'il pouvait, qu'il devait, faire notre bonheur, fût-ce malgré nous.

Mais la souveraineté de l'État s'effiloche par tous les bouts ; par en haut parce que nos gouvernants ont cru devoir s'en dessaisir entre les mains de technocrates européens ou internationaux qui, eux, prétendent savoir mieux que nous ce qui nous est nécessaire et ne connaissent que la marche avant ; par en bas parce que, nourris à la mamelle des revendications de « droits à », leurrés par une décentralisation qui s'est muée en une restauration des féodalités, fascinés par l'immense pouvoir que donnent les moyens techniques modernes, nous avons lancé la machine à surenchères sans en assumer les conséquences : ni responsables, ni coupables. De l'État désormais, nous attendons seulement qu'il pallie nos carences, supplée à nos faiblesses, répare nos bêtises et nous garantisse contre tout, y compris contre nous-même.

Paix et justice en danger

Souveraineté effilochée et surenchère des droits : nous renouons bientôt avec le vieux démon de la guerre civile. Ô certes, elle n'est pas encore armée – encore que... la guerre civile idéologique sévit depuis des décennies, péniblement contenue par ce qui nous reste de savoir-vivre. Mais plus pour très longtemps ; car nous voyons poindre le jour où, armée, elle le sera quand la violence deviendra le seul recours possible de ceux qui sont exclus, de ceux qui sont révoltés, de ceux qui sombrent dans le nihilisme : n'est-ce pas la leçon profonde des attentats de 2015 tandis que s'enclenche le cycle de la répression ?

Sommes-nous condamnés à sombrer, lentement ou violemment selon les cas, mais inexorablement ? Trop de jeunes fuient notre pays, trop d'élites cherchent leurs modèles ailleurs, trop de dirigeants se défaussent, pour que nous doutions d'une chose : ils n'aiment plus la France ! Au demeurant, les immenses défaites qui jalonnent les deux derniers siècles de notre histoire ne leur donnent-elles pas raison ? Et ce ne sont pas les sursauts dont elles ont été suivies, où d'ailleurs notre propre part était de moins en moins grande, qui y ont changé quelque chose : autant d'occasions perdues sur lesquelles il est décent de fermer les yeux.

Il n'est pas de société – dans la plus élémentaire acception – sans paix ; paix autant interne qu'externe. La guerre ruine tout. Si nous en voulions la preuve, le Proche-Orient nous l'administre tous les jours, mais aussi l'Afrique du Nord, du Sahel ou des Grands-Lacs. La guerre recroqueville les hommes sur un réflexe de survie et les enferme dans la violence. On objectera que nous sommes en paix depuis soixante-dix ans et que cette paix n'a pas de prix. C'est aller un peu vite en besogne. Certes nous ne nous sommes

plus affrontés à nos voisins depuis deux générations, et ce n'est pas rien. Mais la guerre, nous n'avons pas cessé de la connaître, si c'est plus à distance et à moindre échelle ; et en nous y impliquant de plus en plus, pour des motifs de moins en moins évidents ; et sur des théâtres assez proches pour en ressentir les effets directs par des vagues migratoires plus amples que jamais échappant à notre contrôle.

Il est tellement vrai que la paix constitue le premier bien politique que toute organisation qui est capable d'assurer une pacification minimale de la société, acquiert le statut de « proto-État » ; même si c'est au prix d'une extériorisation de la guerre comme Daesh en fait la démonstration. Suit immédiatement le second bien politique, celui de la justice ; non pas la Justice en soi avec un grand « J », mais la résolution des conflits internes et un ordre minimal qui permettent à la société de fonctionner.

Est-il ici question d'un contrat social ? Non : mais d'une autorité acceptée parce que, justement, elle assure ce minimum vital. Est-ce bien tout ? A-t-on fait le tour de la question ? Non assurément.

Dépasser le contrat par l'amitié politique

Aucune société d'hommes libres ne subsiste sans que ses membres ne s'aiment et ne communient à des degrés divers dans une même fin partagée. Ce sentiment n'a pas grand-chose à voir avec l'abstraction du contrat social ; il est d'ordre vital et, à ce titre, il s'enracine profondément car il commande le « *convivium* », voire le « *connubium* » qui fait que l'autre n'est pas un étranger mais partage avec moi ce qui nous fait tenir ensemble : à la suite d'Aristote, nous le qualifions « **amitié politique** ». Certes cette amitié s'origine et s'entretient en premier lieu dans une « atmosphère » de paix civile et de justice, bien avant l'administration des choses et la prospérité. Mais elle transcende cette nécessité première.

Cependant, on ne passe pas de la paix civile et de l'administration de la justice à l'amitié politique par un coup de baguette magique ; ni par le truchement des grands principes universels : si les droits de l'homme valent pour tous à travers le monde, au nom de quoi fonderaient-ils une société politique particulière ? La structure politique elle-même n'est qu'une coquille formelle et vide sans une série de médiateurs au premier rang desquels se trouve la culture comme expression d'une vision partagée du monde et de l'homme, qui va contribuer à cimenter les relations entre les citoyens. C'est pourquoi il existe un lien très fort, voire nécessaire, entre langue et unité politique : tel est le fondement premier

des nations. C'est aussi pourquoi les entités politiques multiculturelles sont rares et fragiles – sinon sous une forme impériale, et encore, oscillant alors entre tyrannie et faiblesse congénitale.

Ceci est vrai depuis la tour de Babel. Il nous faut bien admettre que la nation, et partant la cité politique, est une réalité de ce monde en tant qu'il est marqué par l'orgueil. La division des langues, donc des nations et des États, constitue une conséquence du péché sous son versant négatif ; mais conséquence qui n'est pas sans vertu en ce qu'elle constitue aussi un frein à la démesure et une lisière de sagesse dont il faut accepter qu'elle limite les ambitions.

L'amitié politique ne s'impose pas d'en haut ; n'est pas une œuvre étatique ; ne relève même pas d'une décision contractuelle et volontariste. Elle se désire. Elle est du côté de la vie plus que de la raison. Mais comme la vie, elle se nourrit, se protège et se soigne. Là se trouve le plus haut devoir d'un gouvernement, mais aussi le plus ardu : faire l'unité des esprits et des cœurs.

Repenser l'État

L'État moderne doit être repensé. Nous en avons une conception trop juridique. Celle-ci n'est pas fautive dans la mesure où le droit lui fournit un cadre et un contenu opératoire. Mais elle est trop abstraite et finit par lui conférer une dimension démesurée par laquelle il englobe tout et devient source de tout. L'État n'est pas l'instance humaine suprême. Si l'on veut conserver le concept, il faut le redéfinir en lui donnant un sens précis et limité, celui de la personnalité publique (limitée en droit) dont dispose un gouvernement au service d'une société politique particulière. En effet la nature préexiste à l'État, et dans la nature préexiste la famille humaine et, dans la famille humaine, les familles particulières et leurs communautés. Non seulement elles préexistent à l'État, mais le cas échéant elles lui survivent.

La souveraineté de l'État est donc un concept trompeur, ou du moins équivoque. Il est erroné s'il renvoie à une absence d'ordre supérieur ou s'il exprime un pouvoir absolu sur les sujets. Un gouvernement, quelle que soit sa forme institutionnelle, est limité par le respect de la grammaire fondamentale de l'humanité exprimée dans le Décalogue ; il est également limité par les grandes coutumes – que l'on dénommait autrefois les « lois fondamentales du Royaume » – qui définissent l'identité d'un peuple. Mais la notion de souveraineté comporte une part de vérité en ce qu'elle manifeste précisément en droit ce

qui distingue une nation d'une autre et permet de les articuler les unes aux autres dans leur respect réciproque.

Passer de la souveraineté à la suzeraineté

Voilà pourquoi au concept de souveraineté nous substituerons volontiers celui de « **suzeraineté** ». Non pas dans son acception historique particulière, mais en ce qu'il exprime une relation d'engagements personnels et réciproques entre les personnes, faite d'allégeance et de protection, de reconnaissance et d'acceptation, d'autorité et d'obéissance, qui crée une chaîne continue de solidarité et de service d'un bout à l'autre de la société.

La solidarité n'est pas une affaire d'État, ni même une affaire de l'État ; elle ne se décide pas par décret. Cette solidarité-là sous emprise étatique constitue tout au plus un mécanisme de redistribution où la lutte pour les « droits à » prend vite le dessus par la surenchère des revendications tandis qu'elle s'embarlificote dans ses mécanismes de gestion toujours plus lourds et compliqués. La solidarité exige un lien personnel entre ceux qui la font vivre ; c'est pourquoi elle doit être rendue à la société civile. Tout notre système redistributif est à repenser ; il est d'ailleurs en train d'exploser dans la démesure de ses coûts et de son inefficience. Ce qui n'exclut pas une politique active dans laquelle l'État a un rôle à jouer, rôle d'encouragement, de soutien, de protection aussi ; mais non d'intervention directe, ni même de substitution.

On pourrait en dire autant – et il faudrait des pages pour développer ce point, pages que nous ouvrirons dans nos travaux – de l'éducation, responsabilité première des familles ; mais aussi des arts, etc. Sans parler de l'économie politique qui est devenue aujourd'hui la préoccupation première des gouvernants tout en les enfermant dans une contradiction insurmontable : en effet, c'est par l'économie que les idéologues de la supranationalité ont entrepris de vider la politique de sa substance au profit d'instances technocratiques dont ils assurent qu'elles préserveront la paix et procureront la prospérité bien mieux que les politiciens auxquels on ne peut faire confiance. Nous en payons le prix fort.

En rendant aux citoyens, aux familles, aux corps intermédiaires (pour utiliser une terminologie commode quoique imprécise dans le contexte présent) la responsabilité, l'effectivité et le financement de pans entiers de l'activité économique, sociale, culturelle et politique, on contribuera grandement à créer des solidarités effectives, concrètes, de proximité, et à donner un sens à l'amitié politique qui cimente la société.

Prises sous cet angle, des questions aujourd'hui insolubles comme celles de l'immigration ou du communautarisme prennent un sens nouveau et deviennent politiquement gérables. Sorties de l'abstraction pour s'inscrire dans le concret de solidarités et d'amitiés vécues, elles perdent une partie de leur force explosive, ne sont plus le terrain d'affrontements de principes, mais deviennent le lieu d'une réalité humaine incarnée dans la hiérarchie des suzerainetés où elles sont amenées à s'insérer.

De même, doivent sortir du champ des conflits politiques les questions éthiques dites « de société » (notamment celles qui sont liées à la vie et à la mort) où l'État est aujourd'hui condamné à intervenir par l'effet du contractualisme et de l'éthique procédurale actuels, alors qu'il est le plus mal placé puisqu'il est gardien du droit des gens et des normes générales, non le régent omniprésent des actes de chacun.

La vocation de la France

Que la France ait une mission propre dans ce contexte revêt un sens profond. Pour susciter l'amitié politique des Français un gouvernement doit exprimer ce qu'est la France et assumer sa mission au sein des nations. La France porte un message universel : un message de justice, mais aussi un message de raison et de liberté comme vecteurs d'une culture à dimension universelle ; une universalité non impériale mais éducatrice et respectueuse des nations. C'est pourquoi la France, en dépit des avatars de l'Histoire, s'est toujours voulue du côté des opprimés. Cela signifie qu'en principe, sinon en fait, elle s'efforce de jouer un rôle d'arbitre dans les relations internationales. Rôle qui ne l'empêche pas de défendre ses intérêts quand ils sont en jeu, y compris militairement, dans le respect de la justice et des accords internationaux, mais d'une façon proportionnée et mesurée. La cohérence de la diplomatie et des actions militaires françaises est un facteur important de notre amitié politique car les choix et les actes posés manifestent concrètement notre identité *ad extra* autant que notre langue l'exprime *ad intra*. Quand cette cohérence disparaît, la mise en danger de cette amitié n'est pas loin.

L'ambition du « Fonds pour l'Amitié politique »

Finalement, ce que nous voulons mettre en avant, c'est l'ambiguïté congénitale et l'épuisement des concepts politiques issus des Lumières qui nous ont fait quitter le terrain de l'amitié politique. La notion de contrat social n'était qu'une tentative pour y suppléer. Mais elle y échoue en ce que l'État y trouve la justification de sa domination sur la société sans en empêcher le délitement. Le cœur de notre ambition et, partant, de notre recherche, est là : contribuer à faire renaître une amitié politique qui, seule, peut cimenter la vie commune de façon profonde et solide. Seule une réelle amitié politique est apte à tempérer la revendication des droits, l'expression des désaccords, la compétition (qu'elle soit économique ou politique), en un mot tout ce qui fait que nous pourrions être en conflit les uns avec les autres.

Dans cette recherche, il est un principe directeur qu'il nous faut renverser. Les penseurs de la modernité ont cru possible de s'appuyer sur la seule Raison, en pensant « *etsi Deus non daretur* », comme si Dieu n'existait pas. En pratique ils ont fait de la Raison la déesse devant qui tout genou devait fléchir. Deux siècles et demi plus tard, nous butons au fond de l'impasse, car l'homme coupé de son Créateur se perd : la Raison seule est devenue folle et s'avère le plus grand diviseur. L'unité se fera par ce qui nous dépasse ; et même si notre foi n'est pas partagée, dans le plus grand respect de chacun, dans un dialogue ouvert des intelligences et des cœurs, nous demandons le droit – et nous posons le choix, qui nous engage – de raisonner « *etsi Deus daretur* », c'est-à-dire en ayant Foi en un Dieu qui est lui-même la source de notre raison au travers de son Logos, qui n'a pas aboli mais racheté notre nature humaine.

Nous voulons donc être des incubateurs et des passeurs d'idées, travailler à la manière des encyclopédistes et redessiner par touches successives, en creusant point par point l'ensemble du champ politique à la lumière de la condition *sine qua non* du bien commun politique : l'amitié qui est le seul vrai **lien social**.

*